

# Eric Ciotti : « Le droit de vote des étrangers serait une forfaiture »

Proche du président de la République, le député des Alpes-Maritimes, spécialiste des questions de sécurité à l'UMP, fait partie de l'équipe qui prépare la campagne de Nicolas Sarkozy

Secrétaire national de l'UMP en charge des questions de sécurité, député UMP et président du conseil général des Alpes-Maritimes, Eric Ciotti est également au nombre des députés qui préparent actuellement la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy.

## Pourquoi supprimer les remises de peines automatiques qui sont appliquées dans 99 % des cas aujourd'hui ?

C'est l'une des cinquante propositions que j'ai formulées dans mon rapport sur l'exécution des peines. Il faut que les peines soient appliquées pour que les victimes aient réparation et que les décisions prononcées par les tribunaux soient réellement exécutées. Il peut y avoir des aménagements dans des cas particuliers qui le justifient, mais l'aménagement ne doit plus être automatique.

## Ne risque-t-on pas d'aggraver le surpeuplement carcéral ?

C'est pour cela que j'ai également proposé dans mon rapport que d'ici 2017, nous passions de 57 000 places de prison actuellement à 80 000. La sanction est la première des préventions pour lutter contre la récidive.

## Comprenez-vous le débat autour du code pénal pour les mineurs de 12 ans ?

Ce n'est pas sur le code pénal des mineurs qu'il y a débat, c'est sur la question des réparations à 12 ans. On a aujourd'hui une délinquance des mineurs beaucoup plus forte, beaucoup



« En votant FN, les électeurs expriment un cri de colère, mais ils s'engagent dans une impasse », prévient Eric Ciotti. Photo F. Vignola

plus violente. Dans l'ordonnance de 1945, on considère le mineur avant le délinquant. Il faut désormais aller vers une justice qui juge par rapport aux actes tout autant qu'elle juge par rapport à l'âge.

## Que proposera ce nouveau code pénal pour les mineurs ?

Nous demandons que l'on refonde toutes les dispositions concernant la délinquance des mineurs dans un nouveau code pénal pour les mineurs. La seule réponse éducative n'est plus adaptée dans certains cas. Il faut rétablir l'exemplarité de la sanction. Je veux également

apporter une réponse nouvelle avec le service citoyen instaurant un encadrement de type militaire pour les mineurs délinquants qui sera voté la semaine prochaine à l'Assemblée nationale, malgré l'opposition des sénateurs socialistes.

## Pourquoi a-t-on fixé à 12 ans l'âge des mineurs concernés par le nouveau code pénal ?

Il doit y avoir une réponse dès le premier délit et lorsqu'on commet un délit à 12 ans, il faut une réponse appropriée. On ne va pas envoyer les enfants au bagne. Il faut arrêter la caricature. C'est simplement leur faire

accomplir une réparation civique avec l'accord des parents. Là aussi, il faut agir tôt et de façon dissuasive pour éviter l'escalade.

## Que pensez-vous du droit de vote des étrangers ?

Le droit de vote des étrangers serait une forfaiture institutionnelle. Je suis totalement opposé à cette proposition du PS qui est une caricature du débat politique dans lequel veut nous enfermer la gauche. J'estime que le droit de vote est indissolublement lié à la nationalité. On ne vote pas parce qu'on paie des impôts mais parce qu'on est Français. Accepter cette proposition serait porter atteinte à ce qui a forgé l'identité de notre pays autour de la nation.

## Pourquoi selon vous, Marine Le Pen atteint-elle aujourd'hui 19 % d'intentions de vote ?

Nous traversons une période de crise et le FN est le thermomètre des inquiétudes et des angoisses. Il est en même temps le parti qui se nourrit des problèmes et des difficultés des Français sans jamais proposer de solutions. En votant FN, les électeurs expriment un cri de colère, mais ils s'engagent dans une impasse. Si on appliquait le programme du FN, la France tomberait en ruine en quelques jours.

## Quel est votre rôle dans le dispositif de campagne de Nicolas Sarkozy ?

Je travaille aujourd'hui avec plusieurs parlementaires et ministres à la réélection de Nicolas Sarkozy. C'est la seule voie crédible pour notre pays et je

m'engagerai fortement dans cette campagne. J'ai le privilège d'avoir bénéficié de la confiance du président pour porter deux grands textes de loi, celui sur l'absentéisme scolaire qui donne déjà de bons résultats puisque 36 000 élèves sont retournés à l'école, et celui sur le service citoyen.

## Pourquoi êtes-vous sûr que Sarkozy sera réélu en 2012 ?

J'en ai la certitude, car j'ai confiance dans le bon sens des Français. Au second tour, et je ne vois pas d'autre cas de figure, les Français seront confrontés à deux conceptions très différentes de la société, de la nation, de la façon de diriger un État. Il y aura d'un côté la voie du courage et de la vérité avec Nicolas Sarkozy et, de l'autre, la voie de l'aventure et de l'irresponsabilité avec François Hollande. Ce que montre François Hollande depuis le début de sa campagne ne revient qu'à abaisser, à fragiliser, notre pays et à le conduire au déclin. Le costume de président de la République est beaucoup trop grand pour lui. François Hollande n'est pas un homme d'État mais le petit chef d'un parti enfermé dans des combinaisons politiciennes de bas étage comme l'a démontré cet accord scandaleux entre les Verts et le PS où l'on a troqué l'indépendance énergétique de la France contre 25 circonscriptions. C'est pour cela sans doute que Mitterrand ne l'a jamais nommé ministre en quatorze ans.

**PROPOS RECUEILLIS PAR ANDRÉ FOURNON**  
afournon@nicematin.fr

## Petites histoires de campagne

### Les 10% qui font la différence

Ils courent la France en quête de parrainage et certains d'entre eux ne pourront probablement pas se positionner sur la ligne de départ. On les accuse de diviser, on raille leur programme pour certains tout droit sorti de nulle part, mais finalement on les aime bien « nos » petits candidats. Et le saviez-vous, nous sommes à chaque élection présidentielle quasiment un Français sur dix à leur offrir notre voix au premier tour. Par rejet des mastodontes de la politi-

que, par « affection » aussi pour certains de ces « sans-grade » qui forcent notre admiration (si, si !) par leur abnégation... Et puis, cela ne nous déplaît pas que ces empêcheurs de s'élire en rond glissent quelques grains de sables dans la mécanique trop bien huilée de nos chères têtes pensantes et gouvernantes. D'autant que ceux qui les méprisent aujourd'hui auront peut-être bien besoin de leur soutien, en tout cas des voix de leurs électeurs, dans un entre deux-

tours qui pourrait être plus serré que les sondages ne le laissent croire aujourd'hui. En 2007, ces petits candidats (c'est-à-dire ceux qui obtiennent moins de 5% des suffrages exprimés au premier tour de l'élection) avaient atteint un score cumulé de 10,6%. Une vraie force, un vrai poids électoral que les gros candidats ne peuvent balayer d'un revers de la main. A ce jour, Eva Joly et ses 4% d'intention de vote; Dominique de Villepin (s'il est candidat, 1,5%); Nicolas

Dupont-Aignan (1%); Christine Boutin; Nathalie Arthaud; Corinne Lepage; Hervé Morin; Frédéric Nihous; Philippe Poutou et Jean-Pierre Chevènement (qui culminent tous à 0,5% d'intention de vote) atteignent ensemble 9,5%. Imaginons (une utopie, bien sûr), qu'ils fédèrent leurs candidatures. Hollande, Sarkozy, Le Pen et Bayrou rigoleraient moins, non ? Car 10%, c'est bien plus qu'il n'en faut pour gagner une élection...

**CHRISTIAN HUULT**  
chuault@nicematin.fr

